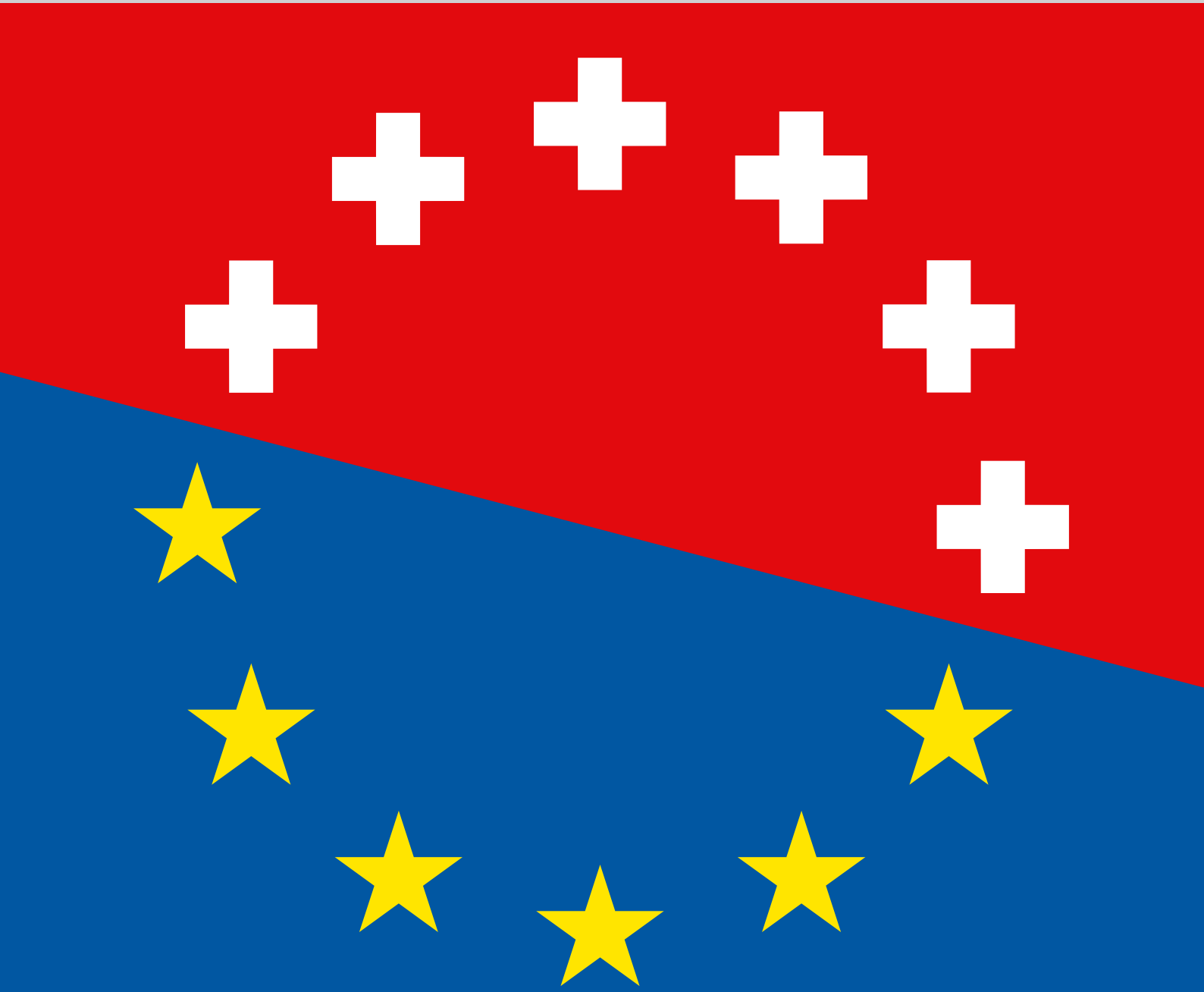
europa.ch

Le magazine du Mouvement européen Suisse | N° 1/2023



Dossier sur les 30 ans du marché intérieur européen (pages 3–10)

Elections fédérales du 22 octobre : choisir l'avenir ! (page 11)

SOMMAIRE

PROJECTEUR
3 Le marché intérieur de l'UE ?
4 L'UE est-elle prête pour la réorganisation géopolitique du monde ?
5 La Suisse et le marché unique
6 Le marché unique européen au défi de son nouvel élargissement
7 A l'avenir : la numérisation au service de l'économie circulaire
10 Participation suisse au marché intérieur de l'UE : chances et défis

ACTIVITES DU MOUVEMENT
11 Elections fédérales du 22 octobre
12 Prix de l'Europe 2023

INTERNATIONAL
13 Le mouvement fédéraliste en Italie

SECTIONS
14 La Suisse orientale et le marché intérieur – une communauté en salle d'attente

YOUNG EUROPEAN SWISS
15 Ensemble, retrouvons de l'intérêt pour l'Union européenne

Le paradoxe suisse

Chère lectrice, cher lecteur,

En 2019, une étude de la fondation Bertelsmann avait fait grand bruit, démontrant avec clarté que la Suisse tirait un plus large profit du marché unique européen que bon nombre de pays de l'Union européenne. Ce n'était là qu'une demi-surprise si on prend la mesure de son imbrication dans le tissu économique et social européen et de son économie d'exportation.
Le trentième anniversaire du marché intérieur européen – célébré le 1er janvier de cette année – intervient moins d'un mois après celui du triste « dimanche noir » du 6 décembre 1992. En trente ans, la Suisse aura su profiter au maximum du développement économique promu par l'Union européenne tout en anéantissant tout débat ouvert et constructif sur sa place et son rôle en Europe. Quel paradoxe !
Comment en est-on arrivé là ? Trois raisons peuvent répondre à la question. Tout d'abord, il ne fait aucun doute que durant ces trente années, le discours promu par l'UDC et par les partisans d'une Suisse illusoirement « indépendante et neutre » s'est largement imposé : critique à l'égard des politiques européennes, tout en étant simultanément silencieux sur les bénéfices réels de ces dernières. Ensuite, les crises successives traversées par l'Union européenne ont ruiné l'idée d'une coopération institutionnelle solide et étroite avec celle-ci. Enfin, les principaux bénéficiaires dans notre pays de l'accès facilité au marché unique se sont probablement reposés sur leurs lauriers. Après le succès en votation des deux paquets d'accords bilatéraux, il n'a pas été jugé bon d'investir dans la poursuite du travail d'information et d'explication – à quoi bon rappeler les avantages d'une situation dont on tire pleinement profit ?
Trente ans se sont donc écoulés. Et nous en sommes toujours là, à profiter sans faire partie.
Les élections fédérales de l'automne nous offrent la chance de corriger cet état de fait.

© Gabriel Design

Raphaël Bez
Secrétaire général
du Mouvement européen
Suisse

En soutenant des candidat·es qui s'engagen ouvertement à œuvrer pour un accès sans restriction de la Suisse au marché unique et pour une pleine participation aux programmes de coopération de l'Union européenne, nous pouvons – lentement mais sûrement – inverser le discours sur l'Europe. Il est, en effet, grand temps de rappeler les bienfaits du projet européen, les bénéfices du marché unique et des libertés qui en découlent, de rappeler une fois de plus les chances que l'intégration européenne représente pour la Suisse. Autrement dit, un marathon nous attend, bien au-delà du 22 octobre 2023, combiné à une probable course d'obstacles. Mais après trente ans, il est temps d'y participer pleinement ! ★

Le marché intérieur de l'UE ?

par **Hanspeter Tschäni**, docteur en droit et ancien ambassadeur au Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)

Un vaste marché intérieur comme celui de l'Union européenne (UE) ne se crée pas du jour au lendemain. Certes, le traité de Rome de 1957 établissant la Communauté économique européenne (CEE) contenait déjà l'objectif de « créer les bases d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens ». A cette fin, il était prévu d'établir un marché commun dans lequel, après une période transitoire de douze ans, les marchandises, les personnes, les services et les capitaux pourraient circuler librement ou être proposés sans restriction. Les six pays fondateurs et les membres qui les ont rejoints par la suite ont mis plus de trente-cinq ans à poser les bases de ce projet.

Entraves sur la voie du marché commun

Compte tenu des différentes règles en vigueur dans les Etats membres, les progrès réalisés après la période de transition de douze ans ont été significatifs : les droits de douane et les restrictions quantitatives entre les membres ont été supprimés. Un tarif extérieur commun a été créé, une politique de commerce extérieur définie et une politique agricole adoptée. Toutefois, même si une union douanière était ainsi instaurée, on était encore loin d'un marché commun, car les prescriptions nationales en matière de santé, de protection des animaux et des plantes, de protection des consommatrices et consommateurs et de l'environnement constituaient des obstacles non tarifaires au libre-échange (mesures exerçant une influence sur les flux de marchandises, telles que les exigences techniques de qualité ou les quotas d'importation). Leur harmonisation s'est avérée difficile pour différentes raisons : l'exigence d'unanimité et l'accord recherché sur des questions de détail ont entraîné de longs retards et la situation économique difficile des années 1970 a incité les membres à agir seuls au niveau étatique.

Ce n'est qu'en 1985, avec la Commission dirigée par Jacques Delors, qu'il a été possible de sortir de l'impasse et d'éliminer les obstacles non tarifaires au commerce. Les travaux de celle-ci ont débouché sur un livre blanc proposant un plan assorti d'un calendrier précis pour l'élaboration de quelque 300 actes législatifs destinés à jeter les bases du marché commun. Ce programme ambitieux a été assorti de mesures pour faciliter la reconnaissance mutuelle des dispositions nationales et instaurer le vote à la majorité. Le 1er janvier 1993, date à laquelle ce marché commun devait être réalisé, est rapidement devenu une date très populaire, qui a même entraîné des répercussions au-delà des Etats membres de l'UE. Elle a également déterminé les négociations sur l'Espace économique européen (EEE) avec les sept pays de l'Association européenne de libre-échange de l'époque et pesé sur la décision de la Suisse d'entamer des négociations d'adhésion.

Autres objectifs

Depuis lors, les Etats membres ont poursuivi le développement du marché intérieur sur la base des objectifs arrêtés à l'époque et veillé à l'adapter à l'évolution des circonstances. L'orientation initiale de la politique économique a été complétée par des mesures visant à atteindre « une économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social, et un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement » (article 3, paragraphe 3, du traité sur l'UE). Les nouveaux membres sont tenus d'adopter les règles correspondantes. Quant à leur mise en œuvre et leur application, elles sont contrôlées par la Commission européenne et la Cour de justice des Communautés européennes (CJCE). Ces deux institutions les représentent aussi vis-à-vis des pays tiers et au sein des organisations internationales. Sans ces éléments supranationaux et l'indépendance des autorités correspondantes, l'homogénéité et l'attractivité du marché commun de quelque 450 millions d'habitant·es ne pourraient guère être maintenues. C'est pourquoi les Etats membres sont prêts à céder certains droits souverains à l'UE en tant qu'autorité supérieure. ★

© Hanspeter Tschäni

HANSPETER TSCHÄNI, docteur en droit et ancien ambassadeur au Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), a vécu les développements décrits ci-dessus et leurs conséquences pour la Suisse en ses qualités de directeur de la division commerciale du Secrétariat de l'AELE, participant aux négociations sur l'EEE et plus tard en tant que chef du secteur Droit économique international au SECO. Il traite le sujet de manière plus détaillée sous le titre « Schweiz-EU : Teilnahme am EU-Binnenmarkt oder ein umfassendes Freihandelsabkommen ? » dans une contribution à la série « Standpunkte » de l'Europa-Institut de l'Université de Zurich.

L'UE est-elle prête pour la réorganisation géopolitique du monde ?

par **Teresa Hug Alonso**, chercheuse senior chez Avenir Suisse

Le marché unique européen est volontiers célébré comme l'une des plus importantes réussites de l'Union européenne (UE), car en plus d'être le plus grand des marchés, il est également unique par les libertés qu'il accorde. Toutefois, de nouveaux développements géopolitiques le mettent de plus en plus sous pression.

© Avenir Suisse

TERESA HUG ALONSO travaille depuis mars 2020 chez Avenir Suisse en tant que chercheuse senior. Elle effectue des recherches sur la politique étrangère et commerciale de la Suisse au sein du pilier « Suisse ouverte », en se concentrant sur les relations avec l'UE. Elle a également participé à des études portant sur les relations avec la Chine et la politique climatique. Auparavant elle a travaillé pour le département commercial et économique de la Représentation de l'UE à Berne. Elle est titulaire d'un Bachelor en économie et en droit de la SOAS University de Londres, ainsi que d'un Master en droit international et en économie de l'Université de Berne.

L'UE et son marché intérieur sont confrontés à de nombreux défis. Tous ne sont pas de nature économique : ainsi, la guerre en Ukraine a révélé que les relations commerciales étroites sur le continent ne suffisent pas à garantir la sécurité européenne. A l'avenir, l'UE devra assumer plus activement son rôle d'actrice mondiale afin de protéger ses valeurs. Cela vaut également pour les évolutions géopolitiques comme la rivalité croissante entre les Etats-Unis et la Chine.

Jusqu'à présent, l'UE a adopté une attitude pragmatique désignant par exemple la Chine comme une rivale systémique, mais aussi comme une partenaire et une concurrente. Elle tente ainsi de trouver un juste équilibre lui permettant de continuer à commercer avec la Chine. Toutefois, la pression exercée par les Etats-Unis pour qu'elle se positionne plus clairement s'accroît et, compte tenu du fait que les Etats-Unis sont actuellement le plus grand soutien de l'Ukraine dans la guerre que lui livre la Russie, il est important de ne pas fâcher son allié. Cela dit, un éloignement économique vis-à-vis de la Chine serait bien plus coûteux que ce n'est actuellement le cas avec la Russie.

En effet, avec 23 % du volume du commerce mondial, la Chine est non seulement responsable de quatre fois plus de transactions commerciales transfrontalières qu'avec la Russie, mais ses transactions sont pour la plupart des Etats membres de l'UE même plus importantes que celles passées avec les Etats-Unis. De surcroît, la nature des exportations joue également un rôle non négligeable : si la Russie exporte deux tiers de matières premières, la Chine fournit en grande partie des produits transformés. Sous l'angle de la stratégie industrielle de l'UE, actualisée en 2021, plus de la moitié des produits considérés proviennent de Chine.

Il y a donc de bonnes raisons pour que l'UE réduise progressivement sa dépendance vis-à-vis de certains pays. Toutefois, cela va de pair avec un autre défi : de nombreux produits en provenance de Chine sont nécessaires pour la transformation verte et numérique. Si l'UE veut mettre en œuvre son Pacte vert, et notamment atteindre son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 55 % d'ici 2030, il ne lui reste plus beaucoup de temps pour trouver des alternatives.

La concurrence vient également des Etats-Unis qui soutiennent leurs propres industries « vertes » à hauteur de plusieurs milliards de dollars. En réaction, l'UE a accordé des centaines de milliards de subventions pour le développement de technologies européennes. L'objectif est d'éviter que les Etats membres de l'UE ne soient désavantagés. La course aux subventions qui en résulte n'est toutefois pas la bonne approche. Jusqu'à présent, la force du marché intérieur européen a toujours résidé dans la concurrence. Celle-ci est désormais faussée. Il conviendrait alors de créer des industries capables de s'imposer à long terme face à la concurrence étrangère.

L'UE dispose déjà d'un instrument efficace qui incite à développer des alternatives neutres pour le climat : le commerce des émissions. Conforme à l'esprit d'un club climatique, une taxe sur le CO_2 prélevée sur les importations permet de lutter contre les resquilleurs qui ne fixent pas de prix pour leurs émissions. Cette approche, plus efficace, est également neutre sur le plan technologique. Mais le plus important est de préserver le modèle de réussite du marché intérieur européen : la libre concurrence. Dans ses relations avec ses adversaires géopolitiques, l'UE devrait avoir le courage de trouver une solution européenne et libérale. ★

La Suisse et le marché unique

par **Katharina Gnath**, cheffe de projet senior à la fondation Bertelsmann

Le marché unique est un important moteur de prospérité en Europe. En raison de sa position centrale, la Suisse est l'une de ses plus grandes bénéficiaires. Alors qu'il fête ses 30 ans et pour qu'il reste une source de croissance et d'opportunités à l'avenir, le marché unique doit relever les nouveaux défis liés à la reconfiguration de l'ordre économique mondial.

Le marché unique européen est le pilier régulateur de l'économie européenne et un moteur important de la prospérité. Il renforce la concurrence, la spécialisation de la main-d'œuvre et les économies d'échelle, ce qui permet aux biens et aux services, ainsi qu'à la main-d'œuvre et aux capitaux de se déplacer vers les régions où ils sont le plus appréciés. Le marché unique offre également des avantages tangibles aux citoyen·nes européen·nes sous la forme d'une plus grande variété de produits de haute qualité.

D'après une étude que nous avons publiée en 2019[1], le marché intérieur a apporté à chaque citoyen·ne européen·ne une augmentation du revenu annuel d'environ 840 euros en moyenne.

Cependant, les pays et les régions n'en profitent pas de la même manière : ce sont les nations relativement petites, mais fortement exportatrices, qui en profitent le plus. En outre, les pays de l'Union européenne (UE) situés au centre géographique de l'Europe sont nettement plus avantagés que les Etats membres situés au sud ou à l'est du continent. Au niveau régional, les gagnants sont principalement les zones industrielles et urbaines. Celles-ci se caractérisent également par un fort afflux de travailleuses et de travailleurs qualifié·es, car l'abandon des frontières favorise, à l'échelle de l'UE, la concentration des industries dans des zones régionales.

De tous les pays étudiés, la Suisse est l'une des plus grandes gagnantes en raison notamment de sa situation centrale et de son accès aux marchés et à la main-d'œuvre des pays voisins comme l'Allemagne, la France et l'Italie. Selon l'étude[2], la Suisse enregistre un gain annuel de prospérité de plus de 4 % (mesuré en termes de revenu, il s'élève à 2'914 euros par habitant·e, résultat le plus élevé), un gain annuel de productivité de 3,4 % (troisième au classement) et une diminution de 3,57 % des marges sur les produits (troisième également).

Si le marché unique a surtout été un projet d'abolition des barrières internes, ses règles et réglementations influencent aussi les conditions dans lesquelles les biens et services mondiaux peuvent entrer sur le grand marché. Sa taille et le pouvoir normatif qui en découle (l'« effet Bruxelles ») ont un impact considérable sur ses voisins, ses partenaires économiques et ses concurrents dans le monde entier.

Au cours de la dernière décennie, la part de l'Europe dans l'économie mondiale n'a cessé de diminuer et l'économie européenne a perdu du terrain par rapport à ses concurrents, en particulier dans le domaine de la technologie et des entreprises numériques. Si l'UE veut rester à la hauteur d'autres grandes régions économiques telles que les Etats-Unis et la Chine et demeurer une source de croissance et d'opportunités pour les entreprises et les citoyen·nes européen·nes, elle doit relever les nouveaux défis liés aux technologies de nouvelle génération et à la reconfiguration de l'ordre économique mondial.

Le bon fonctionnement du marché unique est essentiel pour la réalisation de ses ambitions en matière d'autonomie stratégique et pour tracer sa voie conformément à ses valeurs et à ses intérêts. Dans le même temps, il est nécessaire de réduire les disparités économiques entre les pays et les régions afin que tous ses membres puissent bénéficier de leur participation au marché unique. ★

1 Fondation Bertelsmann, « Estimating economic benefits of the Single Market for European countries and regions »
2 Ibid.

© Ansichtssache Britta Schröder/Bertelsmann Stiftung

KATHARINA GNATH est cheffe de projet senior à la fondation Bertelsmann. Experte en gouvernance économique européenne et internationale, elle est chargée des travaux de la fondation sur l'économie européenne. Avant de rejoindre la fondation Bertelsmann, Katharina Gnath a été boursière à la fondation Neue Verantwortung et au Conseil allemand des relations étrangères (DGAP) à Berlin. Auparavant, elle a travaillé comme stagiaire à la Banque centrale européenne à Francfort. Katharina Gnath est titulaire d'un doctorat de l'Université libre et de la Hertie School de Berlin. Elle a étudié la philosophie, la politique et l'économie à l'Université d'Oxford et a obtenu un MSc en politique européenne à la London School of Economics. Vous pouvez retrouver Katharina Gnath sur Twitter (@k_gnath).

Le marché unique européen au défi de son nouvel élargissement

par **Solena Lefeuvre**, assistante de recherche en politique économique européenne à l'Institut Jacques-Delors

Le déclenchement de la guerre en Ukraine a remis à l'ordre du jour européen la question de l'élargissement. Bien que la motivation soit principalement géopolitique, il ne faut pas sous-estimer les défis que pose une intégration pleine au marché unique européen, autant pour les pays candidats que pour l'Union européenne (UE).

© Solena Lefeuvre

Solena Lefeuvre est assistante de recherche en politique économique européenne à l'Institut Jacques-Delors à Paris. Elle s'est spécialisée en affaires européennes après avoir effectué ses études à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, à l'Université de Florence et de Rome, puis en Master de Géopolitique à l'Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne et à l'Ecole Normale Supérieure de Paris. Elle a travaillé sur les mécanismes européens de gestion de crise et la réforme de la gouvernance économique après la crise financière de 2007-2008. A l'institut Jacques Delors, elle participe à présent à une recherche sur les impacts sociétaux et politiques de la crise COVID-19 aux niveaux national, européen et global et contribue à la préparation d'une consultation citoyenne sur la thématique de la désinformation en politique.

Depuis le dernier grand élargissement vers l'Est (2004-2007), l'UE n'a guère modifié ses frontières. Elle a au contraire privilégié l'expansion du marché unique à des pays tiers par la signature d'accords bilatéraux de commerce et de coopération. Tout en profitant aux économies graduellement intégrées, cet accès préférentiel au marché unique a été un outil pour aligner ces pays aux règles et valeurs de l'UE sans pour autant leur accorder une pleine participation aux politiques et décisions communautaires. Grâce à la conditionnalité, le marché unique européen a acquis une véritable hégémonie réglementaire mondiale, fondatrice de son influence politique. A ce titre, les Balkans occidentaux, l'Ukraine et la Moldavie, avant de se voir accorder le statut officiel de candidat à l'adhésion en 2022, étaient respectivement parties prenantes des accords de stabilisation et d'association (ASA) et de l'Accord de libre-échange complet et approfondi (ALECA) de 2014. La prompte obtention du statut de candidat à l'Ukraine et la Moldavie au Conseil européen de juin 2022 a relancé le processus d'adhésion des pays des Balkans, qui patientaient dans l'antichambre de l'UE depuis le sommet de Zagreb en 1999.

Nombreux défis de long terme

Ces perspectives d'élargissement posent de nombreux défis de long terme, pour les pays candidats comme pour l'Union. Pour ces économies encore éloignées des standards européens, tout l'enjeu réside dans la difficile mise en conformité aux critères économiques et juridiques de l'Union. Afin de satisfaire aux exigences du mécanisme de conditionnalité lié à l'Etat de droit (2022), l'Ukraine et la Moldavie doivent mener de lourdes réformes en matière de lutte anti-corruption et d'indépendance de la justice. Pour l'UE, l'élargissement n'est pas exempt de difficultés comme l'ont révélé les dernières adhésions ; ainsi là où l'élargissement à la Slovénie et à la Croatie a porté ses fruits économiquement, l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie avec leurs résultats mitigés demeure toujours contestée. C'est dire que le nouvel élargissement envisagé renforce les divergences au sein du marché et oblige à repenser l'avenir du marché unique en termes de convergence des politiques sociales et économiques.

Nouvel élargissement

En effet, la perspective de l'entrée d'Etats aux économies moins développées implique aussi une nécessaire réévaluation des finances publiques européennes et tout particulièrement des dépenses consacrées à la politique agricole commune et à la politique de cohésion. L'élargissement cristallise aussi l'enjeu du développement de l'acquis communautaire et notamment de la règle de l'unanimité, qui, éprouvée par le fort potentiel de blocage d'Etats déjà tiraillés par des tensions régionales (Serbie-Croatie, Serbie-Albanie, question kosovare, etc.), pourrait conduire à la paralysie de l'organisation institutionnelle de l'UE.

Au-delà des apports économiques qu'apporte l'ouverture à la concurrence et passé l'effet d'annonce symbolique lié à la guerre en Ukraine, c'est le gain politique de ce nouvel élargissement qui apparaît prédominant pour l'UE dans la réalisation de ses projets de puissance stratégique autonome et de communauté politique européenne.

Forte du pouvoir normatif de son marché unique, l'UE doit voir dans son élargissement aux Balkans occidentaux, à l'Ukraine et à la Moldavie la perspective de réformer sa structure économique et institutionnelle. ★

A l'avenir : la numérisation au service de l'économie circulaire

par **Anna Cavazzini**, députée européenne des Vert·es

Il y a douze ans, le commissaire européen de l'époque, Mario Monti, présentait sa nouvelle stratégie pour le marché intérieur. Sous l'effet de la crise financière, il a constaté que le soutien à la poursuite de l'intégration du marché intérieur en Europe s'affaiblissait. Il a donc proposé de créer un marché unique numérique et d'exploiter le potentiel de la croissance verte. Aujourd'hui, plus d'une décennie plus tard, nous célébrons le trentième anniversaire du marché unique – à nouveau une période de crises. Il est donc plus que jamais nécessaire de continuer à développer le marché unique pour qu'il serve les citoyen·nes européen·nes. Tâches essentielles : achever le marché unique numérique avec des législations pionnières – comme la Loi sur les services numériques et la Loi sur les marchés numériques –, rendre la numérisation durable, adapter la protection des consommatrices et des consommateurs au monde numérisé et la mettre ainsi au service de l'économie circulaire.

La crise climatique en alimente d'autres. La dépendance de notre économie linéaire (ndlr : en opposition à une économie circulaire) vis-à-vis des importations de matières premières est la principale cause des pénuries d'approvisionnement : elle dépasse les limites planétaires et rend les entreprises et les citoyen·nes européen·nes vulnérables. Dans le cadre du Pacte vert de l'UE, le marché intérieur devient peu à peu un instrument de lutte contre la crise climatique, qui favorise nos objectifs environnementaux et sociaux. Mais nous devons aller encore plus loin et utiliser la numérisation de manière plus ciblée.

La coopération au sein du marché intérieur a toujours été le cœur et le moteur de l'intégration européenne. Et à chaque crise, elle a continué à se développer. Je suis convaincue que cette coopération au sein du marché intérieur peut compenser les forces et les faiblesses des Etats membres, en permettant aux citoyen·nes de vivre, de travailler et d'aimer au-delà des frontières. Nous devons exploiter ce potentiel en mettant à jour le marché intérieur et en stimulant une numérisation durable. Prenons un exemple : alors que nous introduisons des normes de durabilité obligatoires pour tous les produits du marché intérieur, dans le cadre de l'extension de l'écoconception, les services numériques ne sont pas couverts. Or cela pourrait permettre de rendre la numérisation suffisamment durable pour qu'elle ne contrecarre pas les objectifs de la transition verte.

De même, les applications numériques offrent un potentiel d'importantes économies, par exemple en ce qui concerne la consommation d'énergie des ménages. De la même manière, les modèles commerciaux circulaires basés sur Internet, comme le « sharing », peuvent réduire la consommation de ressources et la montagne de déchets électroniques qui ne cesse d'augmenter. Pour cela, il convient de trouver le cadre réglementaire adéquat qui rendra ce marché possible.

En même temps, nous devons pouvoir garantir aux consommatrices et aux consommateurs la protection de leurs données, depuis les achats en ligne jusqu'à la sécurité des produits et la cybersécurité, en passant par l'utilisation des services numériques. Dans le marché intérieur de demain, nous adaptons la protection des consommatrices et des consommateurs à la location, à l'utilisation, au partage et au recyclage des produits et des services. Les frontières entre le monde en ligne et le monde « hors ligne » s'estompent, c'est pourquoi le même niveau de protection doit être appliqué dans les deux.

Nous devons ainsi poser dès aujourd'hui les jalons de ce marché unique numérique et durable et travailler en étroite collaboration avec nos partenaires internationaux. Je suis convaincue qu'une économie circulaire numérisée assurera notre compétitivité de demain et pourra également contribuer à un développement mondial durable.

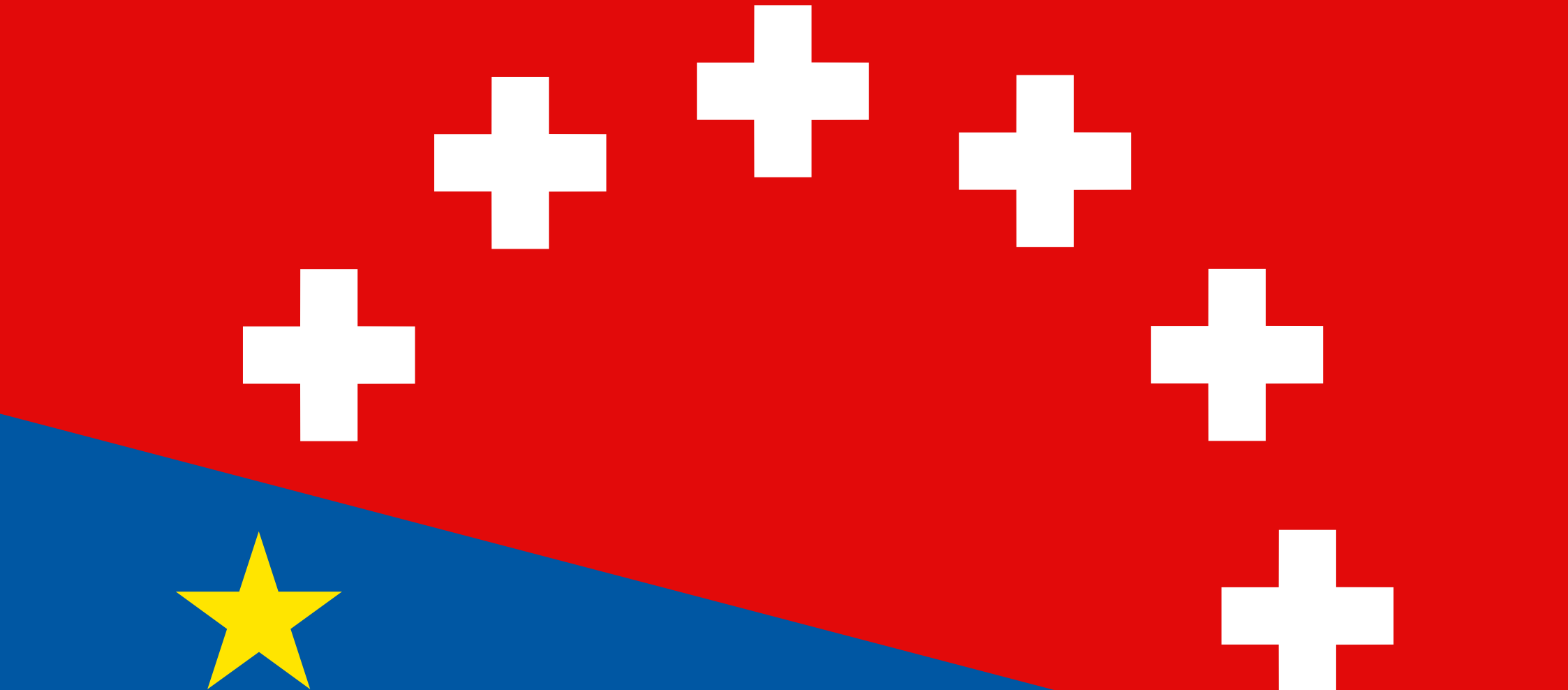
© Anna Cavazzini

ANNA CAVAZZINI est députée européenne des Vert·es, présidente de la Commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs au Parlement européen et membre suppléante de la Commission du commerce international. Elle s'engage en faveur d'un marché unique, durable et numérique et d'une mondialisation équitable.

Le 22 octobre 2023

Choisir l'avenir

europa.ch/fr/elections23



Participation suisse au marché intérieur de l'UE : chances et défis

par **Sarah Fuchs**, membre du Comité du Mouvement européen Suisse,
cheffe du secteur Politique chez Swissmem, députée au Grand Conseil du canton de Zurich

© Sarah Fuchs

SARAH FUCHS travaille depuis 2019 pour Swissmem, l'association patronale de l'industrie suisse des technologies (industrie des machines, des équipements électriques et des métaux et branches technologiques apparentées). En tant que cheffe du secteur Politique, elle participe à la défense des intérêts de l'association et dirige des campagnes de votation au niveau national. Auparavant, elle a occupé un rôle similaire pour une grande banque suisse. En 2023, elle a été élue au Grand Conseil zurichois pour le compte du PLR. Depuis 2020, elle est membre du Comité du Mouvement européen Suisse. Sarah Fuchs a passé ses années d'études à Berlin, Bruxelles, Saint-Gall et Tokyo et a ainsi acquis les points de vue les plus divers sur l'Europe et la Suisse.

Le marché intérieur est sans aucun doute l'une des plus grandes réalisations de l'Union européenne (UE). Moteur de la croissance économique et de la prospérité, il a considérablement favorisé le commerce entre les Etats membres depuis son introduction en 1993 et a permis de supprimer les barrières commerciales. Le volume des échanges commerciaux au sein de l'UE a plus que doublé entre 1993 et 2020. Le marché intérieur de l'UE joue également un rôle central pour la Suisse, bien qu'elle ne soit pas membre de l'UE. En 2021, le volume des échanges commerciaux entre la Suisse et l'UE s'élevait à environ 265 milliards de francs suisses, l'UE représentant 46 % des exportations suisses et 62 % des importations.

Afin de continuer à profiter de ses avantages, il est essentiel pour la Suisse de maintenir une relation politique stable avec l'UE. Plus de 120 accords bilatéraux forment le cadre de cette coopération. Les plus importants sont, chronologiquement, l'Accord de libre-échange de 1972 et les Bilatérales I et II de 1999 et 2004. Toutefois, ces dernières années, des points de divergence sont apparus entre la Suisse et l'UE, autant d'entraves à une mise en œuvre irréprochable des accords bilatéraux. Un développement des accords permettrait de garantir que la Suisse puisse continuer à participer au marché intérieur. En outre, il existe une possibilité d'étendre l'accès au marché à d'autres secteurs (par exemple l'électricité), avec les opportunités que cela représente pour notre pays.

Mais dans quelle direction le marché intérieur va-t-il évoluer dans les années à venir ? Diverses mesures de la Commission européenne aboutissent de plus en plus à un isolement du marché mondial. Par exemple, la stratégie industrielle de l'UE vise à rendre le marché intérieur plus résistant aux perturbations et, par conséquent, l'économie européenne moins dépendante des chaînes d'approvisionnement mondiales. Cette évolution est en contradiction avec la mondialisation et ses effets positifs sur la prospérité de tous les pays concernés, et donc avec la position ouverte sur le monde de la Suisse.

Un autre point critique est le risque de réglementation excessive de l'économie par l'UE. Les coûts, notamment administratifs, liés à la mise en œuvre des réglementations de l'UE ne cessent d'augmenter pour les entreprises. Entre janvier 2015 et juin 2019, la charge cumulée de l'économie allemande résultant de la mise en œuvre du droit de l'UE s'est élevée au total à 550 millions d'euros selon le Normenkontrollrat allemand. En tant que non-membre de l'UE, la Suisse devrait veiller à ce que l'activité entrepreneuriale reste possible et ne soit pas étouffée par une réglementation excessive.

Parallèlement, d'autres marchés en dehors de l'UE gagnent en importance pour la Suisse, même s'ils se classent clairement en deuxième position. Entre 2000 et 2022, les exportations de la Suisse vers l'Asie ont augmenté de 176 %, tandis que les exportations vers l'UE ont augmenté de 87 % sur la même période. En 2022, les exportations vers l'Asie représentaient 42 % des exportations vers l'UE alors qu'en 2000, ce ratio était de 29 %.

Dans cette situation complexe, la Suisse se retrouve dans un double rôle. D'une part, elle souhaite, comme pays qui n'est pas membre de l'UE, conserver un accès aussi non discriminatoire que possible au marché intérieur – c'est pourquoi il est indispensable pour la Suisse de négocier une nouvelle base contractuelle avec l'UE et d'asseoir ainsi sa relation de façon solide. D'autre part, la Suisse devrait s'engager en faveur de l'ouverture vis-à-vis d'autres partenaires commerciaux, contre les tendances au cloisonnement du marché intérieur, et œuvrer pour que les avantages de la mondialisation soient préservés. Ce n'est qu'ainsi que le plein potentiel du marché intérieur pourra continuer à être exploité et développé à l'avenir. ★

Elections fédérales du 22 octobre : choisissons l'avenir !

par **Raphaël Bez**, secrétaire général, et
Marcela Gisler, collaboratrice de campagne du Mouvement européen Suisse

Les élections fédérales auront lieu le 22 octobre 2023. Nous nous engageons à cette occasion à faire élire un Parlement plus européen. Au cœur de l'Europe, la Suisse est fortement imbriquée dans le tissu européen. Le développement de nos relations avec nos voisins européens est dès lors essentiel.

A l'occasion des élections fédérales, le Mouvement européen Suisse lance une campagne intitulée « Choisir l'avenir » pour soutenir les candidat·es qui prennent clairement position en faveur de plus d'Europe. Notre campagne se veut ouverte et transpartisane, pour un Parlement qui s'engage à developper des relations étroites, solides et approfondies entre la Suisse et l'Union européenne. La campagne veut construire des ponts au-delà des clivages partisans pour garantir à la Suisse un avenir européen. Nous soutenons les candidat·es qui souscrivent à la déclaration suivante et qui sont prêt·es à défendre publiquement cette position.

Déclaration

« Située au coeur de l'Europe, la Suisse partage avec les Etats membres de l'Union européenne des valeurs communes. De fait, elle est pleinement européenne, étroitement liée à l'Union européenne aux plans politique, économique et culturel. Ainsi, toutes les décisions prises au niveau européen la concernent et influencent directement sa marge de manoeuvre. » Dans un monde globalisé et interdépendant, les grands défis sociaux, économiques et politiques de notre époque ne s'arrêtent pas aux frontières nationales. L'avenir de notre continent et sa place dans le monde se décident au niveau européen. Pour ces raisons, je m'engage, en tant que candidat·e au Conseil national ou au Conseil des Etats et en tant que membre élu·e des Chambres fédérales, à :

1. Contribuer à ce que le public soit informé de manière fondée sur la politique européenne de la Suisse et sur les développements au sein de l'Union européenne ;
2. Participer au maintien des conditions-cadres permettant de garantir une large acceptation des étapes d'intégration déjà réalisées, en particulier la libre circulation des personnes ;
3. M'engager en faveur d'une politique européenne tournée vers l'avenir, qui encourage la participation de la Suisse aux prises de décision au niveau européen et qui garantit un accès complet au marché intérieur européen ainsi qu'une pleine participation aux programmes de coopération de l'Union européenne ;
4. Soutenir activement la conclusion d'un accord permettant à la Suisse de sécuriser et de développer ses relations avec l'Union européenne. »

Recherche de candidat·es

Nous sommes dès lors à la recherche de candidat·es. La liste complète sera établie d'ici la fin du mois de juin. Lors de la recherche de candidat·es, nous tâcherons de garantir, dans la mesure du possible, un équilibre au niveau des régions linguistiques, du genre et de la provenance cantonale. La signature de la déclaration est ouverte à toutes et à tous et est indépendante d'un statut de membre du Mouvement européen. Dans le cadre de la campagne, nous prévoyons les éléments suivants :

- Présence active sur le site Internet et les réseaux sociaux ;
- Organisation d'au moins deux ateliers de « capacity building » en ligne, afin de mettre à disposition des candidat·es des arguments et des outils ;
- Organisation d'au moins un événement de réseautage à Berne ;
- En collaboration avec nos sections, organisation d'une dizaine événements dans les régions avec la participation de candidat·es ;
- Envoi d'une recommandation de vote à nos membres.

Les candidat·es jusqu'à 35 ans bénéficieront également d'un soutien particulier de la young european swiss | yes, notre organisation de jeunesse.
A la suite des élections fédérales, les candidat·es élu·es seront invité·es à rejoindre le groupe d'amitié parlementaire « Suisse-UE » et à participer à ses réunions.★

Si vous êtes candidat·e aux élections fédérales du 22 octobre, n'hésitez pas à participer à notre campagne. Vous n'êtes pas candidat·e mais connaissez quelqu'un qui l'est ? Alors faites passer le mot ! Plus que jamais, nous avons besoin de parlementaires qui affichent clairement leur position et font preuve de clarté !
Par ailleurs, chaque contribution financière est la bienvenue. Quel que soit son montant, votre soutien nous permet d'entrer en contact avec encore plus de candidat·es et de diffuser plus largement notre recommandation de vote. Merci d'avance !

VERS LA CAMPAGNE

FAIRE UN DON

Prix de l'Europe 2023

par **Raphaël Bez**, secrétaire général, et
Joshua Saurugger, collaborateur du Mouvement européen Suisse

A l'occasion de l'Après-midi européen du 13 mai, nous avons remis notre Prix de l'Europe. Pour la première fois, le Prix a été remis dans quatre catégories différentes à cinq personnalités dont les actions et positions ont permis de promouvoir plus largement l'idée européenne en Suisse et ont enrichi la discussion concernant la place et le rôle de la Suisse en Europe.
S'engager pour un débat européen fondé et ouvert n'est pas uniquement le propre de personnalités politiques. Au contraire. Des actrices et acteurs de toutes les sphères de la société y contribuent œuvrant ainsi à réaliser notre avenir européen. Dès lors, nous avons créé, pour cette édition 2023, quatre catégories : politique, économie et société, information et médias et révélation.

Catégorie Politique

Dans cette première catégorie, le Prix a été remis à Christa Markwalder, conseillère nationale PLR/BE. Nous avons ainsi voulu saluer son parcours politique marqué par un engagement constant en faveur de l'Europe et d'une adhésion de la Suisse à l'Union européenne. Elue au Conseil national en 2003, Première citoyenne du pays de décembre 2015 à décembre 2016 et membre de longue date de la Commission de politique extérieure, elle a été présidente du Nouveau mouvement européen Suisse (Nomes) de 2006 à 2014. Alors qu'elle quittera le Parlement à l'issue de cette législature, Christa Markwalder a rappelé, à l'occasion de la remise du Prix, l'importance pour la Suisse de relations étroites et solides avec l'Union européenne (UE).

Catégorie Economie et société

Luciana Vaccaro a reçu le prix dans la catégorie Economie et société. En tant que rectrice de la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale HES-SO et présidente de swissuniversities, elle fait face, quotidiennement, aux conséquences de la non-participation de la Suisse aux programmes européens Erasmus+ et Horizon Europe. Au-delà de son engagement dans le cadre de ses fonctions, son parcours personnel est le reflet de ce que l'UE offre de mieux à ses citoyen·nes. En effet, née à Genève, alors que son père travaillait au CERN, elle grandit à Naples, en Italie, avant de revenir en Suisse pour y obtenir un doctorat en microtechnique. Après plusieurs postes aux Universités de Neuchâtel et de Lausanne, ainsi qu' à l'EPFL, elle devient la première femme rectrice de la HES-SO et présidente de swissuniversities.

Catégorie Information et médias

Oliver Washington et Curdin Vincenz ont reçu le prix dans la catégorie Information et médias. Journalistes à la Radio Télévision Suisse alémanique SRF à Berne, ils ont contribué à la réalisation du podcast « Single In Europa ». Publié en décembre 2022, ils sont revenus sur le Non à l'Espace économique européen du 6 décembre 1992 en menant notamment des entretiens avec plusieurs conseillers fédéraux d'alors – un retour en arrière de grande qualité, bienvenu dans le contexte actuel du débat sur le rôle de la Suisse en Europe. Oliver Washington a, par ailleurs, été correspondant pour la radio SRF à Bruxelles entre 2014 et 2019. Curdin Vincenz est, quant à lui, rédacteur au Palais fédéral depuis 2016.

Catégorie Révélation

Enfin, Marc Rüdisüli a été distingué dans la catégorie Révélation. Président des Jeunes du Centre Suisse depuis 2021 et âgé de 24 ans, Marc Rüdisüli représente l'avenir du débat européen. Dans le cadre de ses fonctions, il a activement pris position pour une reprise rapide des négociations avec l'UE, osant voguer (un peu) à contre-courant au sein de sa propre famille politique. Les Jeunes du Centre Suisse ont ainsi adopté un nouveau papier de position sur ce sujet. Par ailleurs, Marc Rüdisüli et « son » Comité se sont rendus à Bruxelles afin de discuter directement avec les actrices et acteurs du dossier et en apprendre plus sur l'état de ce dernier. Un engagement clair en faveur d'une Suisse européenne ! ★

Avez-vous participé à un Challenge Europe ?

La young european swiss | yes lance les Alumni du Challenge Europe. Avez-vous, vous aussi, participé à l'une des dix-neuf éditions du voyage d'études à Bruxelles organisé par la yes ? Alors ne manquez pas de participer au Challenge After Trunk du vendredi 22 septembre 2023 à 19h00 au secrétariat de la yes (Falkenplatz 11, 3012 Berne). Une occasion pour rafraîchir vos souvenirs et reconnecter d'anciennes amitiés– à ne pas manquer ! Si vous souhaitez vous inscrire ou obtenir de plus amples informations, contactez la yes par email à l'adresse info@y-e-s.ch.

Par ailleurs, une nouvelle édition du voyage est prévue du 10 au 17 septembre. Il passera pour la première fois par Strasbourg, Luxembourg et Bruxelles. Vous trouverez plus de détails sur www.y-e-s.ch.

Le mouvement fédéraliste en Italie

par **Luisa Trumellini**, secrétaire nationale du MFE et vice-présidente de l'UEF

Un mouvement citoyen qui promeut des campagnes et des mobilisations politiques en faveur de la Fédération européenne dans le but d'intégrer les questions du fédéralisme européen dans le débat politique au sein de la société.

Le Mouvement fédéraliste européen (MFE) s'est développé en Italie depuis le milieu des années 1950 comme un mouvement citoyen, totalement indépendant des partis politiques. Ses campagnes (autofinancées) visent à mettre en évidence les étapes nécessaires à la réalisation d'une union politique fédérale, à sensibiliser la classe politique à celle-ci et à la pousser à agir en conséquence. Le MFE promeut des actions et des campagnes qui impliquent directement les citoyen·nes et les politicien·nes sur le terrain, afin de créer une pression impulsée « d'en bas » sur les institutions nationales et la classe politique.
Les objectifs spécifiques des activités du MFE sont établis en fonction du contexte historique et politique et de la situation européenne. Nous essayons constamment de mettre en place un ensemble cohérent d'outils et d'initiatives que les sections adaptent à leur réalité locale, de descendre dans la rue pour parler aux citoyen·nes et recueillir leur soutien, d'intervenir dans la presse locale, d'organiser des réunions publiques avec les actrices et acteurs politiques et la société civile, d'être présents dans les écoles et les universités et au sein des conseils municipaux, etc. Depuis 2020 – année du confinement –, le MFE a développé la possibilité d'activités en ligne et sur les réseaux sociaux.

Contribution au débat politique

Au cours de ces deux dernières années, le MFE s'est efforcé de porter, dans le débat politique italien :

1. La nécessité de doter l'Union européenne (UE) d'une capacité fiscale autonome – en octroyant des pouvoirs budgétaires directs au Parlement européen – et de permettre la naissance d'une Europe fédérale « souveraine et démocratique » (par le biais de publications et d'actions, en collaboration avec l'intergroupe pour l'Europe du Parlement italien qui contribue à leur diffusion au niveau politique) ;
2. L'importance d'une « Italie européenne », en soulignant les responsabilités de l'Italie, pays fondateur de l'UE, dans la promotion d'une Europe fédérale, et en plaidant aussi pour des politiques et des réformes nationales cohérentes afin de rendre le gouvernement italien crédible auprès des institutions européennes ;
3. L'importance des travaux de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, au travers de centaines d'événements dans les villes visant à la fois à accompagner ce processus de consultation citoyen, à soutenir les idées portées par les fédéralistes et à impliquer concrètement les territoires et les citoyen·nes.

Campagne électorale 2022

Lorsque la crise gouvernementale s'est ouverte en juillet 2022 et que la campagne électorale a démarré (conduisant au vote du 25 septembre), nous – qui avions activement soutenu le Premier ministre Mario Draghi, compte tenu de ses positions particulièrement favorables à notre idée d'« Italie européenne » – sommes intervenus en réagissant aux positions européennes des forces candidates au gouvernement, en envoyant aux candidat·es une déclaration à signer en faveur d'une Italie européenne et d'un soutien concret à une Europe fédérale (recueillant ainsi, à cette occasion, de nombreuses adhésions), en assurant le suivi des programmes des partis politiques ou encore en rendant publiques les positions des candidat·es, y compris dans les médias.
Aujourd'hui, le MFE est activement engagé, en tant que section italienne de l'Union des fédéralistes européens (UEF), dans la diffusion de la pétition adressée au Conseil européen en soutien à la demande du Parlement européen d'entamer une réforme des traités.★

© Luisa Trumellini

LUISA TRUMELLINI est diplômée en philosophie, avec une thèse en philosophie politique. Elle a été enseignante et a obtenu à ce titre un diplôme de troisième cycle. Luisa Trumellini a rejoint le Mouvement fédéraliste européen (MFE) en 1983. Elle a milité tant aux niveaux italiens qu'européen (d'abord au sein des Jeunes fédéralistes européens, puis à l'UEF), en occupant diverses fonctions. Elle a assumé des responsabilités organisationnelles à différents niveaux et a aussi été très impliquée dans la formation et l'éducation des jeunes (mise sur pied d'activités et de conférences dans les écoles, organisation de séminaires dont, pendant de nombreuses années, celui international de Ventotene organisé par l'Institut Spinelli). Au fil des ans, elle a également édité quelques publications fédéralistes et continue à collaborer avec la revue « Il Federalista ». Luisa Trumellini est actuellement secrétaire national du MFE (depuis 2017) et vice-président de l'UEF (depuis 2021).

La Suisse orientale et le marché intérieur – une communauté en salle d'attente

par **Miroslav Janjic**, président de la section Suisse orientale du Mouvement européen Suisse

© Miroslav Janjic

Le marché intérieur européen se compose des vingt-sept Etats membres de l'Union européenne (UE), auxquels s'ajoutent l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège par le biais de leur appartenance à l'Espace économique européen (EEE), ainsi que la Suisse via des accords bilatéraux.

Les effets économiques largement positifs du marché unique pour les pays et les régions qui y participent sont indéniables, en particulier pour la région de la Suisse orientale. Selon une étude de la Fondation Bertelsmann publiée en mai 2019, la Suisse orientale génère chaque année 2'758 euros de revenus supplémentaires par habitant grâce à la participation de la Suisse au marché unique. Ce résultat est remarquable, car la moyenne européenne n'est que de 840 euros par an.

L'EEE pour préserver la place industrielle de la Suisse orientale

Pourquoi donc s'agiter autant au sujet de la « voie bilatérale » ? Nous nous portons bien, comme on ne cesse de le répéter. Quels sont les thèmes clés pour la région de la Suisse orientale et comment pouvons-nous maintenir les résultats positifs, voire les développer ?

Nous, section de Suisse orientale du Mouvement européen, plaidons pour une adhésion de la Suisse à l'EEE afin de préserver à long terme la place industrielle de la Suisse orientale à forte valeur ajoutée et de l'adapter aux nouvelles réalités. Le changement climatique, la santé, la sécurité sociale, les technologies de l'information, la sécurité de l'énergie et de l'approvisionnement comme la migration sont autant de thèmes clés en Europe et dans le monde qui ne peuvent être traités au sein de chaque pays et doivent être négociés dans un environnement stable. Il importe qu'ils soient d'abord abordés avec les pays partenaires de l'EEE, puis fassent l'objet de décisions dans le cadre de l'UE. Pour la Suisse, il est important d'abandonner l'idée de faire cavalier seul et primordial de rattraper des années de négligence dans le domaine de la négociation et de la recherche de compromis.

Une coopération européenne concrète

Dans le cadre de la Conférence du lac de Constance, la Suisse orientale participe à des projets dont l'utilité concerne toutes les régions limitrophes du lac, projets qui concernent l'économie, la science, la nature et la culture ainsi que les transports et l'aménagement du territoire. Cette coopération pourrait utilement servir de modèle fonctionnel pour la Suisse dans son ensemble dans le cadre de l'EEE. L'avenir de la sécurité énergétique – infrastructure de recharge, assainissement, réseaux intelligents et stockage, en est un exemple approprié.

Afin de mieux identifier les avantages et les inconvénients d'une adhésion à l'EEE, la section prévoit d'organiser une table ronde au premier trimestre 2024, composée de représentant·es de la politique, de l'économie et de la science. Nous inviterons à cette occasion des expert·es du Liechtenstein et de la Norvège, deux pays membres de l'EEE. Nous sommes liés au Liechtenstein non seulement par la proximité géographique, mais aussi par une union douanière datant de 1923. Quant à la Norvège, elle ressemble à la Suisse par un degré élevé d'intégration dans le marché intérieur, par une combinaison d'économie libérale et de protection sociale ou encore par une nature intacte. Les différences, notamment la situation géographique ou l'existence ou non de matières premières présentent tout autant d'intérêts que les ressemblances. Grâce à cette table ronde, nous souhaitons faire un pas vers l'objectif de l'EEE. ★

Ensemble, retrouvons de l'intérêt pour l'Union européenne

par **Renaud Debroeyer**, co-président de la young european swiss | yes

© Renaud Debroeyer

Fin mars, la *NZZ am Sonntag* titrait : « Population suisse : la tendance devient plus favorable à l'Europe ». Quelle bonne nouvelle ! Quelques jours auparavant, la Conférence des gouvernements cantonaux avait annoncé que ceux-ci étaient unanimement en faveur de l'ouverture des négociations avec l'Union européenne (UE). Quant au Conseil fédéral, il a annoncé le 29 mars avoir arrêté une « marche à suivre en vue d'un mandat de négociation [avec l'UE] ». Ce mois de mars 2023 semble avoir été un mois exceptionnel pour les relations de la Suisse avec l'UE.

Pourtant, la réalité n'est pas si simple. S'il y a bien une chose que j'ai apprise depuis mon arrivée en Suisse, c'est qu'en politique, dans ce pays, les choses bougent lentement, particulièrement dans le domaine de ses relations avec l'UE. Par ailleurs, les récents sondages concernant l'UE apportent souvent des réponses contradictoires. Si certains amènent des résultats encourageants, pensons à celui du Mouvement européen Suisse pour lequel 71 % de la population serait en faveur de l'Espace économique européen[1], d'autres, comme celui réalisé par Smartvote, semblent indiquer un relatif désintérêt et même un désamour de la jeunesse suisse envers l'UE[2].

Ce désamour s'explique par différents facteurs. D'une part, le débat sur l'UE en Suisse est largement dominé, depuis plusieurs décennies, par un discours anti-européen. D'autre part, la plupart des jeunes Suissesses et Suisses ne se rendent nullement compte combien leur pays et l'UE sont reliés et combien la Suisse profite de l'action et des politiques de l'UE.

À la young european swiss | yes, nous nous donnons comme mission de remédier à ce désintérêt. Par les événements que nous proposons, nous contribuons à placer sur le devant de la scène les relations entre la Suisse et l'UE. De cette façon, nous parlons de celle-ci, de ses accomplissements, mais également de ses erreurs, des améliorations qu'elle pourrait et devrait entreprendre. Parmi nos activités, rappelons le « Challenge Europe », notre voyage d'une semaine à la découverte des institutions européennes, à Strasbourg et à Bruxelles, et même cette année au Luxembourg, à la Cour de justice de l'UE. Ce voyage unique permet aux participant·es de mieux comprendre l'UE, notamment en adressant leurs questions à différent·es expert·es, parlementaires ou fonctionnaires européen·nes afin d'obtenir un panorama approfondi du fonctionnement de l'UE d'une part, de ses relations avec la Suisse d'autre part.

L'UE n'est pas parfaite. Et pourtant, elle représente notre meilleure chance pour mieux lutter contre les défis actuels globaux que sont la guerre en Ukraine, les crises énergétique, migratoire et climatique, défis face auxquels la Suisse ne peut agir seule et se doit, au contraire, de collaborer avec celles et ceux qui partagent ses valeurs. Il est temps que la Suisse prenne le chemin d'un rapprochement significatif avec l'UE afin que, toutes et tous ensemble, nous puissions trouver des solutions à nos problèmes communs. ★

1 https://www.europa.ch/fr/communique-20221202/
2 https://www.swissinfo.ch/fre/toute-l-actu-en-bref/les-jeunes-et-l-ue--le-grand-d%C3%A9samour--en-qu%C3%AAte-2019-/47923890

europa.ch

Editeur
Mouvement européen Suisse

Rédaction
Raphaël Bez, Maximilian Rau, Joshua Saurugger
Magazine europa.ch, Mouvement européen Suisse, case postale, 3001 Berne, + 41 31 302 35 36, magazin@europa.ch

Auteur·es
Teresa Hug Alonso, Raphaël Bez, Anna Cavazzini, Renaud Debroeyer, Sarah Fuchs, Katharina Gnath, Marcela Gisler, Miroslav Janjic, Solena Lefeuvre, Joshua Saurugger, Luisa Trumellini, Hanspeter Tschäni

Traductions et relectures
Raphaël Bez, Toni Koller, Maximilian Rau, Joshua Saurugger, Pierre Alain Seiler

Concept
Nicolas Peter

Impression
Stämpfli Communication, staempfli.com

Tirage
2'600 en allemand, 1'600 en français

Couverture
Mouvement européen Suisse

Compte postal et IBAN
30-9024-9 | CH14 0900 0000 3000 9024 9. Si vous désirez faire paraître votre annonce publicitaire dans le prochain numéro, merci de vous adresser à magazin@europa.ch..

yes young european swiss

Deviens membre de la yes ! Retrouve toutes les informations sur le site internet www.y-e-s.ch

Eyla conjugue confort maximum et élégance - en tant que siège pivotant destiné à un poste de travail de qualité ou en tant que siège de conférence destiné à une salle de réunion représentative. Design: Burkhard Vogtherr et Jonathan Prestwich. **www.girsberger.com/eyla**

CO_2-neutral since 2015

girsberger